

## [Text]

Nous disons essentiellement que si on augmente nos budgets fédéraux de 3.5 p. 100, si le taux d'inflation se maintient à peu près au même niveau, et si on accorde encore aux provinces, comme j'ai tenté de l'expliquer à un collègue samedi soir à la télévision, une augmentation de 25 milliards de dollars, ce qui équivaut à peu près à 5 p. 100 d'augmentation, on pense être justes, mais c'est toujours en fonction de la situation de base qu'on connaît: un déficit, des intérêts de dette de 26 milliards de dollars, etc. Plus du tiers de nos revenus porte essentiellement sur le remboursement d'une dette. Je dis parfois à mes électeurs qu'ils donnent l'équivalent du tiers de leur salaire pour payer l'intérêt de la dette. Dans ce cadre-là, il y a une réalité que tout le monde doit accepter.

Vous avez aussi remarqué qu'on n'a pas parlé de réduire l'appui qu'on accorde aux programmes. On n'a pas parlé de réduire l'appui aux communautés.

• 1120

Personnellement, je ne suis absolument pas d'accord que cela se fasse et s'il y avait des velléités dans ce sens-là—il n'y en a pas actuellement—, je peux vous dire que je me battrais en conséquence. À mon avis, les provinces n'ont pas eu besoin que le fédéral paie pour s'impliquer. Il y a des provinces qui ne s'impliquent à peu près pas même si on a des sources de revenus considérables. Il y en a d'autres qui s'impliquent de plus en plus, et les sources de revenus sont tout aussi considérables. Par exemple, la province dont vous venez, le Nouveau-Brunswick, est très active actuellement. Comme M. Landry pourrait vous le dire, les sommes que nous avons données pour des projets facultatifs dans le domaine de l'enseignement sont très élevées au Nouveau-Brunswick; le niveau de progression est très élevé. Donc, il ne s'agit pas de dire qu'en principe, on a coupé des choses; le gouvernement ayant coupé un transfert de tant de milliards de dollars sur cinq ans, les provinces vont se serrer la ceinture.

Le Québec et l'Ontario ont fait ces choix-là. Il y a des provinces de l'Ouest qui ont fait ces choix sans que le fédéral coupe. Les priorités qu'elles ont écartées ont dû payer la note. En 1975, 1976, 1977, 1978, à une époque où le fédéral investissait considérablement dans les provinces, au Québec on coupait au niveau de l'éducation parce que les priorités étaient ailleurs.

J'ai parlé tout à l'heure du principe de l'\*arm's length. Pour moi, l'autonomie va jusque là. On m'a fait dire que je me lavais les mains de tout cela. Ce n'est pas vrai. J'ai dit que si on jouait le jeu de l'autonomie du côté des provinces, on le jouerait jusqu'au bout. Le fédéral va fournir ce qu'il est en mesure de donner selon sa situation financière. Mais les provinces, qui ont raison de dire qu'elles ont le droit de décider de leurs priorités, ne devront pas, sous prétexte qu'on a diminué les versements, dire: Je suis obligée de couper là. Les hôpitaux en Ontario et l'éducation au Québec sont des éléments fondamentaux. M. Ryan a dit pendant la campagne électorale: Il n'est pas question de couper dans le domaine de l'éducation au Québec. Ce n'était pas une question de financement des programmes établis. C'était une question de priorités au niveau du choix des provinces.

## [Translation]

Basically, we are saying that if we increase the federal budgets by 3.5%, if the inflation rate stays at approximately the same level and, as I tried to explain to one of my colleagues Saturday night on television, if we give the provinces another increase of \$25 billion, which represents approximately 5%, we feel we are being fair taking into account the fact of course that the federal government is now in a deficit position, that it pays interest of \$26 billion a year on its debt, and so on. More than a third of the government's receipts are used basically to service the debt. I sometimes tell my constituents that they are paying an amount representing one third of their salary in order to pay the interest on the national debt and I think this is a reality we all must accept.

You also note that we did not discuss the possibility of reducing the level of support to programs or to communities.

Personally, I would categorically oppose any such reduction and if there were any movement in that direction, which there is not at the present time, I can ensure you that I would fight against it. In my opinion, the provinces have not needed federal moneys in order to get involved. Some provinces have almost no involvement whatsoever in spite of the fact that they have considerable resources, while others are getting more and more involved with the same level of financial resources. For example, New Brunswick, your native province, is very active at the present time. As Mr. Landry could confirm, we have given a great deal of money for optional projects in the field of teaching in New Brunswick and the progress has been great. Therefore, it is not a question of saying that we have reduced certain budgets in principle and that because the federal government has reduced the level of its transfer payments by so many billions of dollars over a five-year period, the provinces will have to tighten their belt.

Quebec and Ontario have made those choices and certain provinces out west have done likewise, regardless of federal cut-backs. They have put aside certain priorities in order to pay the bill. In 1975, 1976, 1977 and 1978, at a time when the federal government used to invest a great deal in the provinces, Quebec reduced its education budget because it had established other priorities.

A short time ago, I mentioned the arm's—length principle. In my opinion, autonomy goes that far. It has been said that I washed my hands of the whole thing, but that is simply not true. I said that if we gave the provinces autonomy, we had to go all the way. The federal government will give what it can, taking into account its financial situation. However, the provinces, who rightly claim to be entitled to establish their own priorities, must not then use the decrease in payments to justify cuts in certain sectors. The hospitals in Ontario and education in Quebec are basic to this question. During the election campaign, Mr. Ryan stated that he would under no condition reduce Quebec's education budget. It was not a matter of financing established programs, but rather of priorities established by a province.